

Appel à contributions

Constitution d'un dossier spécial en vue de sa publication à la *Revue suisse de science politique*

« Les 'mobilisations discrètes' des classes populaires : tactiques d'adaptation ou formes de vie alternatives ? »

Dossier coordonné par Ivan Sainsaulieu (Lille, CLERSE) et Julien Talpin (CNRS, CERAPS)
Ivan.sainsaulieu@univ-lille.fr ; Julien.talpin@uni

Calendrier

- Envoi des résumés (5 000 signes) : 30 juin 2020
- Sélection des résumés : 5 juillet 2020
- Envoi des V1 aux coordinateurs (60 000 signes) : 1er décembre 2020
- Envoi des papiers à la revue pour évaluation : 15 février 2021
- Publication visée : automne 2021

Argument

Le concept de mobilisation a longtemps été surdéterminé par son rapport au politique, tout particulièrement dans la perspective de la « structure des opportunités politiques » (Tarrow, 1990), comme si toute forme de résistance ne pouvait se positionner que par rapport au pouvoir en place et en fonction de lui. La mobilisation soignante contre le COVID 19 a rappelé pourtant qu'il existe tout un champ de pratiques en apparence consensuelles, mais porteuses de dimensions égalitaires et émancipatrices (ou au contraire conservatrices), dont la portée politique n'est ni un préalable, ni une conséquence inéluctable (Sainsaulieu, 2012). Ces pratiques participent d'une définition ouverte des mobilisations et du mouvement social (Fillieule, 2009), dans la mesure où elles sont collectives, largement intentionnelles et portées vers le changement social, entendu ici comme pratique de subversion (partielle) d'un rapport social de domination. Elles se rapportent aux mœurs et aux formes de vie partiellement autonomes par rapport au champ politique, en tout cas elles ne se positionnent pas *hic et nunc* par rapport au politique – elles sont discrètes.

Mais comment une mobilisation peut-elle être discrète ?

Ce peu de publicité et cette distance à l'égard du champ politique trouvent une première acception dans un rapport « ordinaire » ou profane au politique : il existe des voies de politisation qui ne cherchent pas ou n'ont pas vocation à aboutir au champ politique (Berger, Céfai, Gayet-Viaud, 2011 ; Carrel, 2013 ; Buton *et al.*, 2016 ; Neveu, Van Hoenecker, 2017). Ainsi, des bénévoles associatifs ou des salariés peuvent se politiser discrètement via leurs activités quotidiennes sans se manifester publiquement (Hamidi, 2020 ; Sainsaulieu *et al.*, 2016). N'importe quel mouvement comprend des séquences au-dessous des radars des médias

ou des pouvoirs publics. Le mouvement des Gilets jaunes, tout contestataire qu'il fût, n'a-t-il pas comporté aussi des séquences de politisation dans des espaces discrets, comme les permanences sur les ronds-points ou les sites dédiés sur le web ?

Secundo, contester les institutions n'est pas toujours un gage de profondeur de la mobilisation : violences démonstratives et tapage médiatique peuvent mettre en cause des institutions ou des pouvoirs publics, sans toujours menacer les rapports sociaux traditionnels, ces hiérarchies et dominations sociales inscrites au cœur des modes de vie et bien résumées par le triptyque *classe, genre, race*. Contester et subvertir n'étant pas toujours synonymes (Agrikoliansky, Collovald, 2014), la discrétion d'une mobilisation ne signifie donc pas forcément un degré moindre de subversion, ce qui invite à observer les formes de mobilisation au-delà de leurs modalités contestataires les plus directes.

Inversement, et *tertio*, si la discrétion n'est pas l'apanage des classes populaires, elle prend un sens tout différent dans leur cas. Le secret et la discrétion sont en effet une ressource puissante aux mains des puissants – et fantasmée en tant que telle dans les théories du complot. Les mobilisations et formes d'influence des groupes et catégories sociales les mieux dotées n'ont en effet pas forcément intérêt à se visibiliser (Geay, 2019). Les mouvements sociaux eux-mêmes articulent formes publiques et discrètes de mobilisation, ces dernières étant plutôt dévolues aux acteurs les mieux dotés qui peuvent investir les salons et les couloirs du pouvoir (Ollion, 2015). Les pratiques clientélaires, qui bénéficient rarement aux catégories populaires (Mattina, 2016), doivent demeurer discrètes pour opérer et permettre surtout l'entretien d'une hégémonie politique (Auyero, 2001). Même la répression gagne en discrétion : la mise sous l'éteignoir des velléités contestataires ne doit-elle pas éviter de faire des martyrs ?

La discrétion des milieux populaires et subalternes se définit largement par rapport aux classes dominantes. Il ne s'agit pas de consentement, ni d'autres formes d'acceptation voire de justification de la domination. Mais si l'opposition n'est pas frontale, quelles formes peuvent prendre les mobilisations discrètes en milieu populaire ? La discrétion constitue-t-elle un choix stratégique ou un *second best*, dans un contexte défavorable ? Ces mobilisations discrètes explorent-elles, sinon un dépassement des apories des mobilisations classiques, du moins une voie originale ? S'agit-il de séquences dans la contestation, d'une parenthèse éphémère ou d'une aspiration durable ? Et en quoi celles-ci concernent spécifiquement les catégories populaires ? Certains espaces sociaux (le monde du travail, la rue, les espaces-temps culturels, etc.) sont-ils plus propices à l'expression de mobilisations discrètes ? Dans quelle mesure ces mobilisations sont-elles spontanées ou coordonnées ? Et enfin quelles sont les conséquences de la discrétion, tant sur le devenir des aspirations populaires ainsi formulées que sur les subjectivités des individus engagés ?

Ce dossier invite à investiguer ces questionnements en explorant toutes leurs ambiguïtés et en envisageant les contraintes subies par les dominés autant que leur créativité. Nous invitons à soumettre des propositions d'articles autour de quatre configurations logiques, ni exhaustives ni exclusives les unes des autres, voire se chevauchant parfois. Celles-ci découlent d'une revue de la littérature existante, qui mérite d'être éprouvée et discutée.

- 1) *Logique de fermentation* : comme une taupe, la mobilisation est souterraine mais prépare son retour à la surface. Se sachant mal venus, les acteurs populaires se préparent dans l'ombre à devenir publics, selon des logiques plus ou moins conformistes ou anticonformistes, progressistes ou conservatrices.

C'est la discrétion contrainte, transitoire, face au mur, autrement dit face à l'absence de mise à l'agenda politique, scientifique et médiatique de certaines mobilisations populaires. On pense au rôle de filtrage des médias dans la mise en visibilité des revendications et des mobilisations, de *gatekeepers* contribuant à

invisibiliser des problèmes sociaux (Pasquier, 2008 ; Sedel, 2009), incitant les milieux populaires concernés à la violence ou à l'action dans la pénombre. On peut s'interroger ainsi sur les modalités d'articulation entre des logiques de répression et de mobilisation à bas-bruit (Talpin, 2016). Les mobilisations minoritaires sont aussi fréquemment en lutte pour leur visibilité (Honneth, 2000 ; Voirol, 2005).

Avant d'advenir, ces mobilisations ne sont pas encore publiques ou restent parapubliques. Il peut s'agir de « participation informelle » (Dufour, Behrer, 2015) ou de « politique sans en avoir l'air » (Le Gall, Offerlé, 2012), défiant des mouvements plus organisés, comme relais ou incubateurs de mobilisations plus importantes et plus visibles, tels les réseaux numériques et autres comités ad hoc rassemblant les forces avant l'épreuve décisive (Granjon, 2017 ; De Lépinay, 2019), qu'ils soient spontanés ou orchestrés de main de maître (Gallot, 2006 ; Sainsaulieu, 2017). A ce titre, les mobilisations discrètes pourraient aussi constituer le soubassement culturel de résistances plus structurées, une sorte de ferment avec ou sans logique autonome.

- 2) *Logique de contournement.* Ne pas se confronter, éviter et contourner semble bien souvent l'apanage des acteurs faibles : pour vivre heureux, vivons cachés (Scott, 1990). Ainsi, le déménagement à la cloche de bois (une cloche qui ne sonne pas) se fait sans tambour ni trompette pour échapper à l'emprise des propriétaires de logement – contrairement au *squat*, revendiqué haut et fort par des militants libertaires (Péchu, 2009). Il s'agit aussi de l'émanation de pratiques quotidiennes, d'interactions plus ou moins conflictuelles, entre *lifestyle as politics* (de Moor, 2016), activisme (au) quotidien (Mansbridge, 2013) et *social (non) movements* (Bayat, 2010), où l'improvisation et la débrouille le disputent avec la ruse (Haenfler *et al.* 2012), le jeu avec l'accommodement au travail ingrat (Burawoy, 1979). Le monde du travail a généré des tactiques de résistance discrètes, contestations dérobées comme le sabotage ou le freinage, attitudes de retrait ou stratégies de résilience plus individuelles que collectives (Giraud, 2009).

Si les milieux populaires sont par définition loin des positions de pouvoir, ils bénéficient parfois de certaines médiations institutionnelles, surtout sur un plan local, via notamment la proximité d'élus locaux ou d'organismes de représentation sociale (syndicats, associations...). On interroge alors les ressources tactiques des milieux populaires (Erdi Lelandais, Florin, 2016), les conditions de possibilité d'existence d'un *lobbying* ou contre-*lobbying* populaire, associatif, syndical, politique ou religieux.

- 3) *Logique de séparation.* Il s'agit enfin d'interroger des *tactiques* de séparation, comme façon de former ou de cristalliser les intérêts sociaux, parfois de manière temporaire, parfois de manière plus durable. On pense en particulier aux pratiques de « non-mixité temporaire » mises en œuvre par des mouvements subalternes, en particulier les mobilisations féministes (Jacquemart, Masclet 2017) ou antiracistes (Noel, 2019). Dans quelle mesure ces pratiques d'entre-soi, à l'ombre des dominants donc, permettent l'émancipation face à certaines formes d'oppression et peuvent esquisser d'autres types de relations sociales ?

Moins rationnelles mais non moins substantielles, on appréhende aussi des formes de contre-culture (Hebdige, 1979 ; Le Poutre, 1996), où l'on peut saisir une forme déviante, originale ou minoritaire, sans être dûment « protestataire » (Bouilly, 2018). L'analyse politique et historique des mouvements sociaux, l'approche socio-économique ou socio-anthropologique peuvent se fonder sur l'appréhension des émotions, du rôle de la mémoire, des formes de sociabilité et de réseaux d'entraide notamment populaires (Rosa Bonheur, 2019), y compris dans la sphère religieuse (Bleil, 2019 ; Talpin, 2019). L'idée est celle d'une contre-culture, comme « l'économie

morale » analysée par Thompson (1963) pour mettre en exergue un autre rapport plus collectif à l'économie chez les classes populaires.

Le travail a ainsi souvent été en mesure de faire vivre des mondes à part (Segrestin, 1986), depuis les maisons de retraite (Anchisi, 2010) jusqu'aux communautés du logiciel libre ou du *hacking*, réelles ou fantasmées (Demazière *et al.*, 2009 ; Zufferey, 2016).

- 4) *Logique de transformation*. Plus que d'exister à part, les mobilisations populaires même discrètes peuvent participer au changement de société, par une voie autonome. Même les révolutions passent par des moments paradoxaux d'effondrement sans bruit du vieux monde et de surgissement évident, hors de tout affrontement, d'un nouveau. Hannah Arendt (1985) a décrit ainsi comment sans bruit, du fait d'un effondrement du pouvoir, des soviets hongrois ont pu remplacer les institutions préalables. Ainsi, dans une dialectique de la discrétion et du tapage public, on pourrait souligner les moments de respiration ou de politisation qui s'opèrent en marge de la protestation – et contribuent à sa dynamique.

Sans viser le pouvoir central ni le changement de pouvoir, ces mobilisations peuvent aussi s'inscrire dans une logique de contre-pouvoir dans les failles du système (Holloway, 2002). La discrétion est appréhendée comme un projet ou une forme de vie alternative, un « espace libre » (Polletta, 1999) à distance du pouvoir, une « stratégie intersticielle » (Wright, 2010), qui vise à expérimenter ici et maintenant l'autre monde qu'on espère voir advenir, voire l'édification d'une contre-société à l'écart, comme au Chiapas (Bachet, 2014)

Dans le monde du travail, ces formes de vie alternatives ont pu se manifester par les tentatives d'autogestion, suite à l'occupation d'une usine (Gourgues, 2017), ou la mise sur pied plus ordinaire d'un autre type de collaboration collective, de syndicats de base plus démocratiques et ouverts sur le quartier (Duhalde *et al.*, 2017), ou dans une organisation du travail plus égalitaire, à l'initiative du management et/ou des salarié-e-s eux-mêmes (Fantasia, 1989 ; Sainsaulieu, 2012).

Nous invitons des propositions d'articles émanant de la science politique, de la sociologie, de l'anthropologie politique ou de la géographie sociale, s'appuyant sur tout type de cadre théorique et d'approche empirique permettant de saisir la problématique de la discrétion. Les propositions peuvent porter sur tous types de contextes nationaux, au Nord comme au Sud, et appréhender des mobilisations à l'échelle locale, nationale ou transnationale.

Indications bibliographiques

Éric Agrikoliansky, Collovald Annie (dir.), « Mobilisations conservatrices », *Politix*, 2014/2 (N° 106).

Annick Anchisi, « Communauté quotidienne et symbolique : le placement d'un parent dépendant en maison de retraite médicalisée », in Sainsaulieu I., Salzbrunn M., Amiotte Suchet L. (dir.), *Faire communauté en société*, Rennes Presses universitaires de Rennes, 2010, p.131-138.

Hannah Arendt, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 1985.

Javier Auyero, *Poor People's Politics: Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Duke, Duke University Press, 2005.

Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014.

- Asef Bayat, *Life as politics, How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press, 2010.
- Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.
- Susana Bleil, « Militantisme et sentiments religieux chez les nouvelles générations de Sans terre au Brésil », in *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Ivan Sainsaulieu, Emmanuelle Barozet, Régis Cortesero, David Mélo (dir.), Lille, Septentrion, 2019, p. 251.
- Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas*, Paris, Editions Amsterdam, 2019.
- Emmanuelle Bouilly, *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine. Mobiliser sans protester au Sénégal*, Paris, LGDJ, 2019.
- Michael Burawoy, *Manufacturing Consent: Changes in the Labor Process Under Monopoly Capitalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.
- Francois Buton, Rozier S., Lehingue P., Mariot N. (dir.), *L'ordinaire du politique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Curapp », 2016.
- Marion Carrel, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, Presses de l'ENS, 2013.
- Didier Demazière, François Horn et Marc Zune, « 24. Les développeurs de logiciels libres : militants, bénévoles ou professionnels ? », Didier Demazière éd., *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 285-295.
- Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cató et Pierre Rouxel, « Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste. Une autonomie en question », *Cahiers des Amériques latines*, 86 | 2017, 71-87.
- Pascale Dufour, Laurence Bherer et C. Rothmayr, « "Faire de la politique soi-même" : le cas des mobilisations contre les gaz de schiste au Québec », *Revue canadienne de science politique*, vol. XLVIII, n° 1, 2015, p. 125-146
- Rich Fantasia, *Cultures of Solidarity Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Los Angeles, University of California Press, 1989.
- Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et Sociétés*, 28 (1), 2009, 15–36.
- Fanny Gallot, *L'intervention de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire à Renault Cléon de 1968 à 1991*, Mémoire de master, Université de Rouen, 2006.
- Kevin Geay, *Enquête sur les Bourgeois. Aux marges des beaux quartiers*, Paris, Fayard, 2019.
- Baptiste Giraud, « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement empirique et théorique », *Politix*, 2009/2, Volume 22, p. 13-29.
- Guillaume Gourgues, « Occuper son usine et produire : stratégie de lutte ou de survie ? La fragile politisation des occupations de l'usine Lip (1973-1977) », *Politix*, vol. 117, n° 1, 2017, p. 117-143.
- Fabien Granjon, *Mobilisations numériques*, Paris, Presses des Mines, 2017.
- Camille Hamidi, « Associations et mouvements sociaux », Olivier Fillieule et al. éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, p. 73-81.
- Ross Haenfler, Brett Johnson & Ellis Jones, "Lifestyle Movements: Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements", *Social Movement Studies: Journal of Social, Cultural and Political Protest*, 11:1, 1-2.
- Dick Hebdige, *Subculture: The Meaning of Style*, Londres, Routledge, 1979.
- John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir : Le sens de la révolution aujourd'hui*, Syllepse/Lux, 2008, 320 p.
- Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000 [1992].

- Alban Jacquemart et Camille Masclet. « Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 en France », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, vol. 46, no. 2, 2017, p. 221-247.
- Gülçin Erdi Lelandais, Bénédicte Florin (dir.), « Marges urbaines et résistances citadines », *Cultures & Conflits*, n° 101, 2016.
- Adeline de Lépinay, *Organisons-nous ! Manuel critique*, Marseille, Hors d'atteinte, 2019.
- David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1997
- Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux. *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle (XIXe - XXIe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.
- Jane Mansbridge, « Everyday Activism », *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013.
- Cesare Mattina, *Clientélisme urbain. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- Joost de Moor, "Lifestyle politics and the concept of political participation", *Acta Politica*, vol. 52, 2, 2016, p. 179-197.
- Catherine Neveu, Vanhoenacker Maxime, « La participation buissonnière, ou le secret dans l'ordinaire de la citoyenneté », *Participations*, 2017/3 (N° 19), p. 7-22.
- Fania Noël, *Afro-communautaires*, Paris, Syllepse, 2019.
- Etienne Ollion, « Des mobilisations discrètes : sur le plaidoyer et quelques transformations de l'action collective contemporaine », *Critique internationale*, 2015/2 (N° 67), p. 17-31.
- Dominique Pasquier, « Conflits professionnels et luttes pour la visibilité à la télévision française », *Ethnologie française*, vol. 38, no. 1, 2008, p. 23-30.
- Cécile Péchu, « Squatt », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 525.
- Francesca Polletta, « 'Free spaces' in Collective Action », *Theory and Society*, Vol. 28, No. 1, 1999, p. 1-38.
- Ivan Sainsaulieu, *Conflits et résistances au travail*, Paris, SciencePo Les Presses, 2017.
- Ivan Sainsaulieu, « La mobilisation collective à l'hôpital : contestataire ou consensuelle ? », *Revue française de sociologie*, 53-3, 2012, p. 461-492.
- Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez et Eric Zufferey, « La sociabilité politique entre travail et hors travail », in Buton F., Rozier S., Lehingue P., Mariot N. (dir.), *L'ordinaire du politique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Curapp », 2016, p. 129-153.
- James Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, 1985.
- Julie Sedel, *Les médias et la banlieue*, Lormont, Le Bord De L'eau, 2009.
- Denis Ségrestin, *Le Phénomène corporatiste; Essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France*, Paris, Fayard, 1985.
- Julien Talpin, « Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires », *Métropolitiques*, février 2016.
- Julien Talpin, « L'église comme arme de lutte. La communauté religieuse au service de la justice sociale à Los Angeles », in *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Ivan Sainsaulieu, Emmanuelle Barozet, Régis Cortesero, David Mélo (dir.), Lille, Septentrion, 2019, p. 263-274.
- Sydney Tarrow, *Democracy and disorder. Protest and politics in Italy*, Oxford, Oxford University Press, 1989.
- Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, London, Victor Gollancz Ltd, 1963.
- Olivier Voirol, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, pp. 89-121.
- Erik Olin Wright, *Utopies Réelles*, Paris, La Découverte, 2018 [2010].

Eric Zufferey, « Le hacking : entre support à la professionnalisation et substitut au travail », *in Mondes du Travail*, 2016, 16-17, p. 125-137.